



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICA SILO DE NEUF BRISACH

1 PLACE DE LA GARE
BP 7
68000 Colmar

Références : 0006700371_2025_04_04_SICA_VIIC_AN25_Points-chauds
Code AIOT : 0006700371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2025 dans l'établissement SICA SILO DE NEUF BRISACH implanté PORT RHENAN VOLGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Volgelsheim. L'inspection a été annoncée le 14/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contexte de la visite d'inspection porte sur l'Action Nationale 2025 "Travaux par point chaud". Cette action vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important.

La visite porte notamment sur les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICA SILO DE NEUF BRISACH

- PORT RHENAN VOLGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Volgelsheim
- Code AIOT : 0006700371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SICA SILO DE NEUF BRISACH exploite des silos de stockage de grains sur la commune de Vogelsheim.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 « Travaux et points chauds »
- Référentiels utilisés :
 - arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
 - arrêté préfectoral n°2014129-0004 du 9 mai 2014 portant prescriptions complémentaires à la société SICA

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
4	Travaux	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 6	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités, notamment:

- **Point de contrôle n°2** : incomplétude des consignes de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel,
- **Point de contrôle n°3** : incomplétude des consignes spécifiques à l'entrée des zones à risque ATEX,
- **Point de contrôle n°4** : incomplétude du permis de feu.

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à

l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.[...]
Constats : Dans le cadre de ce contrôle, l'exploitant a transmis par courriel, en amont de l'inspection, le plan de zonage de son site, daté du 28 septembre 2006, précisant les zones à risques. Selon les dires de l'exploitant, aucune modification du site susceptible d'impacter les zones de dangers identifiées n'a été effectuée depuis cette date. Lors du contrôle en salle, l'exploitant a indiqué que ce plan matérialisant les zones dangereuses a été établi en cohérence avec l'activité du site, avec l'appui technique d'un bureau d'étude, dans le cadre de l'élaboration de l'étude de dangers datée du 4 juillet 2005, dont la dernière mise à jour portant sur l'analyse préliminaires des risques, remonte à l'année 2009. Au cours de la visite sur le terrain, l'Inspection s'est attachée à vérifier par échantillonnage, la cohérence des installations identifiées comme des zones présentant des risques liés à la présence d'atmosphères explosives sous forme de nuages de poussières combustibles (ATEX) sur le plan et la situation effective observée sur site, notamment les installations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• les fosses de réception « séchoirs » et « silos », classées en zone 22 (présence rare),• les greniers 6, 7 et 8, classés en zone 22,• l'installation de dépoussiérage (système d'aspiration dédié à la collecte, au traitement ou au confinement des poussières générées par les activités de stockage et de manipulation) notamment la chambre à poussières classée par l'exploitant en zone 20 (présence permanente). Ce contrôle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maîtrise de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation et de sécurité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>[...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; • [...] <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; • [...]
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection sur site, il a été constaté que les consignes d'exploitation et de sécurité sont correctement affichées dans un endroit accessible à l'ensemble du personnel, tant interne qu'externe, en particulier dans le laboratoire du site.</p> <p>Ce laboratoire, destiné principalement à l'analyse du grain, au pesage, ainsi qu'au contrôle de la température et de l'humidité, constitue un point de passage incontournable.</p> <p>En effet, l'exploitant a précisé que le laboratoire étant situé à l'entrée des silos, il est effectivement traversé par toute personne pénétrant dans l'installation.</p> <p>L'Inspection a constaté que les consignes de sécurité relatives aux risques des installations sont clairement visibles, permettant ainsi de sensibiliser efficacement les personnels internes et externes.</p> <p>Les éléments mentionnés précédemment ne nécessitent pas de remarques particulières de la part de l'Inspection.</p> <p>Néanmoins après analyse des consignes affichées, il a été constaté que celles-ci ne dispose pas d'indication relative à l'interdiction d'introduire une flamme nue sous quelque forme que ce soit.</p> <p>Au regard du dernier constat l'Inspection considéré que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription susvisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...].</p>
<p>Constats :</p>

Au cours de la visite sur le terrain, seules les installations présentant des risques liés à la présence d'atmosphères explosives sous forme de nuages de poussières combustibles (ATEX) ont été contrôlées.

Le contrôle par échantillonnage visant à vérifier le respect des prescriptions relatives à la signalisation aux entrées des zones à risque ATEX a permis à l'Inspection de constater :

- les fosses de réception « séchoir » et « silos », que l'exploitant a classées en zone 22 (présence rare) , il a été constaté que l'entrée de ces zones comporte bien le rappel du risque ATEX, la mention de la zone 22 ainsi que l'interdiction de fumer.
Toutefois, au regard des exigences prévues par la prescription contrôlée au point de contrôle précédent, notamment l'article 59 de l'arrêté susvisé, d'autres consignes de sécurité essentielles à la prévention des risques ne sont pas affichées notamment :
 - l'interdiction d'introduire une flamme nue ainsi que l'obligation d'obtenir un permis de feu (permis d'intervention) pour toute intervention impliquant une flamme ou un point chaud.
- les greniers 6, 7 et 8, classés en zone 22, il a été constaté que l'entrée de ces zones comporte bien le rappel du risque ATEX, incluant la mention explicite de la zone 22. Toutefois, comme évoqué précédemment d'autres consignes de sécurité essentielles ne sont pas affichées notamment :
 - l'interdiction de fumer, l'interdiction d'introduire une flamme nue, ainsi que l'obligation de délivrance d'un permis de feu (permis d'intervention) pour toute intervention comportant une flamme ou un point chaud.
- Les abords du système d'aspiration (équipement dédié à la collecte, au traitement ou au confinement des poussières générées par les activités de stockage et de manipulation) notamment la chambre à poussières classée par l'exploitant en zone 20 (présence permanente) dont l'entrée de la zone comporte bien la mention risque explosion "zone 20" et dont les consignes existent mais ne sont pas présentées de manière suffisamment claire pour être comprises ou observées facilement.

Au regard des éléments précédemment évoqué, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

[...]

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
 - la durée de validité,
 - la nature des dangers,
 - le type de matériel pouvant être utilisé,
 - les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
 - les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.
- [...]

Constats :

Lors du contrôle en salle, l'exploitant a indiqué que, préalablement à toute intervention (travaux ou opérations de maintenance) susceptible de générer des points chauds, un permis de feu est systématiquement établi et signé par le responsable des silos ou son adjoint.

Afin de répondre aux dispositions de la prescription contrôlée, l'exploitant a mis à disposition de l'Inspection lors du contrôle en salle, les deux derniers permis de feu datés respectivement du 17 janvier et du 3 mars 2025. Ces permis ont été délivrés à une entreprise extérieure en vue d'interventions générant des sources potentielles d'inflammation (telles que des opérations de soudage et de meulage) dans des zones à risque ATEX.

Une analyse conjointe de ces documents avec l'exploitant a permis à l'Inspection de relever l'absence d'un élément requis par la prescription contrôlée, à savoir la mention explicite du type de matériel autorisé pour les interventions concernées.

Par ailleurs, un point relevé dans les permis de feu apparaît incomplet ou appelle des précisions, notamment en ce qui concerne les mesures de prévention à mettre en œuvre.

En effet, le périmètre de sécurité ainsi que les modalités de protection de la zone d'intervention ne sont pas clairement définis.

Au vu des éléments précédemment évoqués l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions contrôlées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À titre d'exemple, les mesures de prévention à mettre en œuvre pourraient inclure l'installation de barrières physiques, de rubans de signalisation ou de panneaux d'interdiction d'accès pour les personnes non autorisées, ainsi que l'utilisation de bâches ou de clôtures temporaires si la situation l'exige.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois